INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 23 juin 2022**

* Les marchés européens ont de nouveau reculé, les statistiques décevantes accentuant les craintes de récession. L'indice CAC 40 a perdu 0,56% à 5 883,22 points et l'EuroStoxx50 a cédé 0,65% à 3442,16 points. La situation est plus favorable aux Etats-Unis, où le Dow Jones gagne 0,11% vers 17h30.
* Les indices des directeurs d'achat en Europe signalent une dégradation de la conjoncture en juin, la demande étant pénalisée par le niveau élevé de l'inflation.
* L'indice des directeurs d'achat (PMI) composite de S&P Global, qui agrège les services et l'industrie, a reculé à 51,9 en juin en zone euro. Le consensus le donnait à 54 après 54,8 en mai.
* " Les dernières données PMI sont ainsi désormais conformes à une hausse du PIB de seulement 0,2 % pour le deuxième trimestre, contre une croissance trimestrielle de 0,6% en début d'année, la situation risquant en outre de se détériorer au second semestre " a prévenu Chris Williamson, Chief Business Economist à S&P Global Market Intelligence.
* La contraction du volume des nouvelles commandes - un indicateur avancé de l'activité et à ce titre très suivi - s'est en effet accélérée dans l'industrie. Si les nouvelles commandes sont toujours en croissance dans les services, celles-ci ont ralenti.
* " Nous estimons que les données d'aujourd'hui sont cohérentes avec nos perspectives de croissance inférieures au consensus et notre prévision d'une récession " a commenté Barclays.
* Ce PMI Composite s'est aussi dégradé aux Etats-Unis, passant de 53,6 en mai à 51,2 en juin.
* Ces statistiques décevantes ont entraîné une nette détente sur le marché des taux longs. Le rendement du 10 ans allemand, qui sert de référence en Europe, a reculé de 21 points de base.
* La couronne norvégienne est stable face à l'euro malgré l'accélération de la normalisation de la politique monétaire de sa banque centrale. L'euro s'échange contre 10,4856 couronnes. Contre toute attente, la banque centrale de Norvège a relevé son taux directeur de 0,75 % à 1,25 % et a déclaré qu'elle prévoyait de le porter à 1,50 % en août. Les analystes tablaient sur une hausse de 25 points de base seulement. La banque centrale vise un taux d'environ 3% d'ici un an contre 2,5% à la fin de l'année 2023 précédemment en raison d'une inflation attendue trop élevée encore un certain temps.
* Le cours du cuivre perd 2,8% à 3,832 dollars la livre, soit son plus bas niveau depuis 16 mois. A l'instar des autres métaux de base, le métal rouge est pénalisé par la crainte d'une prochaine récession en Europe et aux Etats-Unis. Sur le Vieux Continent comme en Amérique du Nord, l'activité dans le secteur privé a nettement ralenti en juin, selon les indices PMI de S&P Global.
* En juin 2022, le climat des affaires en France s’assombrit quelque peu, révèle l'Insee. L’indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d’entreprise des principaux secteurs d’activité marchands, perd deux points. À 104, il reste au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Cette dégradation du climat des affaires résulte notamment du recul des soldes d’opinion prospectifs dans les services et dans le commerce de détail.

"Sans surprise au vu des vents de face auxquels fait face l'économie française, le climat des affaires s'est dégradé en juin. Les prévisions concernant les principaux indicateurs macro-économiques (croissance, inflation, chômage) sont plus négatives qu'elles ne l'étaient il y a encore quelques mois", commente Sylvain Bersinger, économiste chez Asteres.

"On pourrait se consoler en constatant que, à 104,2 en juin, le climat des affaires en France est supérieur à sa moyenne de long terme de 100. Il n'en demeure pas moins qu'il est en baisse constante depuis plusieurs mois: il se situait encore à 112,7 en février, et à 105,6 en mai", précise l'expert.

* La 10e édition de l’enquête Ifop-Cafpi sur le thème des Français et l’accession à la propriété montre que près de 75 % d’entre eux sont inquiets sur leur situation économique et sur leur capacité à devenir propriétaire, et ce, malgré un attrait intact pour la pierre. Les crédits immobiliers ont connu une hausse rapide : + 0,5 % en six mois. Ce qui correspond à une capacité d'emprunt dégradée de 5 % à mensualités égales, selon Cafpi.

Cela ne doit pas faire oublier que les conditions tarifaires d'accès au crédit restent excellentes. " Admettons que les taux poursuivent leur hausse, emprunter en dessous de 2-3 % est, historiquement, assez exceptionnel ; le taux moyen en France était de 3,8 % en 2010 ", rappelle Olivier Lendrevie, président de Cafpi.

**SOCIETES**

* Cette évolution du marché des taux a pesé sur les banques, mais a en revanche soutenu les valeurs technologiques et bien valorisées, comme les sociétés du luxe. Les craintes de récession ont aussi pesé sur les valeurs cycliques, comme Saint-Gobain.
* Atos (+6,18% à 13,40 euros) a échappé à la baisse du marché parisien grâce à une information de BFM Business selon laquelle l'Etat serait favorable à un rapprochement avec Thales. « Les ministères laissent Thales manœuvrer pour créer un champion français dans le secteur », explique le média alors que le groupe de défense, détenu à 25,7% par l'Etat, s'intéresse aux activités de cybersécurité d'Atos depuis plusieurs mois. Il serait soutenu par les ministères de l’Économie et des Armées.

Les activités d'Atos sont considérées comme stratégiques par l'Etat.

BFM Business précise que les deux autres groupes français intéressés par la cybersécurité d'Atos, Airbus et Orange, manqueraient de détermination.

La nouvelle stratégie dévoilée la semaine dernière avait entraîné une nouvelle chute de l'action du groupe technologique, qui a perdu les deux tiers de sa valeur depuis le 1er janvier. Celui-ci prépare sa cession en deux sociétés cotées, avec d'un côté le cloud, la transformation numérique et la cybersécurité et de l'autre, les services d'infogérance. La société avait aussi annoncé le départ de son Directeur général, Rodolphe Belmer, pourtant arrivé seulement en janvier. Les détails financiers de l'opération avaient aussi déçu.

* Suspendu depuis l'ouverture dans l'attente d'un communiqué, Valneva a bondi de près de 20% à 14,244 euros pour sa reprise de cotation. Depuis l'annonce lundi soir de l'entrée au capital de Pfizer, le titre a bondi de 79%. Après des mois de retard, c'est la délivrance ! Le Comité des médicaments à usage humain (CHMP) de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a recommandé une autorisation de mise sur le marché (AMM) en Europe du candidat vaccin inactivé à virus entier contre la Covid de la biotech franco-autrichienne pour une utilisation comme primovaccination chez les adultes âgés de 18 à 55 ans.

La Commission européenne examinera la recommandation du CHMP et une décision sur la demande d'AMM pour VLA2001 en Europe est attendue prochainement.

Si cette autorisation était octroyée, VLA2001 serait le premier vaccin contre la COVID-19 à recevoir une autorisation de mise sur le marché de type standard en Europe.

Le CHMP a conclu par consensus après une évaluation approfondie " que les données sur le vaccin étaient solides et répondaient aux critères d'efficacité, d'innocuité et de qualité de l'Union européenne ".

Thomas Lingelbach, directeur général (CEO) de Valneva a indiqué, " Nous sommes ravis que le CHMP ait recommandé VLA2001, le seul candidat vaccin inactivé contre la COVID-19 en Europe, pour une autorisation de mise sur le marché de type standard et nous avons désormais hâte de recevoir cette autorisation de la Commission".

Une fois accordée par la Commission européenne, l'AMM serait valable dans tous les États membres de l'Union européenne, ainsi qu'en Islande, au Liechtenstein et en Norvège.

* Plastivaloire a cédé 9,5 % à 4,2 euros après la publication de résultats semestriels dégradés. L'équipementier automobile est pénalisé par les pénuries de composants électroniques qui entrainent toujours des périodes de "stop & go"chez les constructeurs. Le groupe du Val de Loire est également affecté par l'accroissement des tensions inflationnistes, notamment sur les matières premières, l'énergie et le transport, qui se sont amplifiées avec le conflit en Ukraine et qui pèse sur les marges.

Ainsi, sur la période de six mois close fin mars,  Plastivaloire accuse une perte nette, part du groupe, de 6,1 millions d'euros, contre un bénéfice de 11,5 millions un an plus tôt.

L'Ebitda s'établit à 24 millions, en chute de près de 42%. La marge sur Ebitda se détériore, passant en un an de 11% à 7,1%.

Plastivaloire explique cette contraction par les tensions inflationnistes qui n'ont pu être répercutées immédiatement sur les prix de vente, et le manque de chiffre d'affaires en raison du ralentissement de la production liée aux "stop & go" des constructeurs automobiles.

L'augmentation des coûts des matières premières, de l'énergie et du transport, est responsable de la quasi-totalité du recul de la marge.

Le chiffre d'affaires, déjà publié en mai, atteint 339,3 millions, en recul de 9,1% par rapport à la même période en 2020-2021.

* Le titre Fountaine Pajot a évolué légèrement au-dessous de l'équilibre, reculant de 0,2% à 101,8 euros. L'action du spécialiste de la fabrication de bateaux de plaisance fait cependant l'objet d'un nombre réduit de transactions au lendemain de l'annonce de résultats semestriels marqués par l'impact négatif des tensions inflationnistes et des difficultés d'approvisionnement

Pour autant, le résultat net part du groupe est en forte amélioration à 5,655 millions d'euros contre 536 000 euros, un an auparavant. Des éléments exceptionnels sans effet cash, avaient alors impacté le résultat net part du groupe du premier semestre 2020/21.

L'excédent brut d'exploitation est ressorti à 12,9 millions d'euros, contre 13,2 millions d'euros un an auparavant, " impacté par les tensions inflationnistes sur les matières premières et les difficultés d'approvisionnement ".

Le chiffre d'affaires du spécialiste de la fabrication de bateaux de plaisance a progressé de 7% à 90,6 millions d'euros.

" La dynamique commerciale constatée sur cette première partie de l'exercice et la forte visibilité du carnet de commandes permettent d'anticiper une nouvelle année de croissance des ventes à +10% sur l'exercice " a indiqué le spécialiste de la fabrication de bateaux de plaisance.

Concomitamment à ses résultats, Fountaine Pajot a scellé un partenariat renforcé en prenant une participation majoritaire dans Alternatives Énergies dans le cadre de son développement pour une plaisance décarbonée.

Alternatives Énergies bénéficie d'une longue expérience dans le développement et l'intégration de systèmes de propulsion-énergie zéro émission ou hybride pour la navigation : passeurs et navettes touristiques à propulsion électro-solaire, chalands multi-missions à technologie hybride, prolongateur d'autonomie à hydrogène…

* Accenture a réduit ses prévisions de bénéfice par action pour 2022. A Wall Street, l'action du groupe de conseil en management, technologies et externalisation, qui a l'habitude de dépasser les attentes des analystes, recule de 1,4% à 282,7 dollars. " Nous continuons à gagner des parts de marché importantes, et nos services n'ont jamais été aussi pertinents, car nos clients se tournent vers nous en tant que partenaire de confiance pour les solutions dont ils ont besoin pour accélérer leur croissance et devenir plus résilients et efficaces " a déclaré le PDG, Julie Sweet.

**ANALYSES**

* Alors que l'exécutif n'a toujours pas dévoilé ses nouvelles prévisions pour l'économie française cette année, la prudence est de mise tant les incertitudes liées aux tensions géopolitiques sont nombreuses. Début juin, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, écartait toutefois « le risque de récession en France» cette année. La plupart des économistes sont sur cette ligne malgré le repli de 0,2% du PIB au premier trimestre.

Aujourd'hui, le consensus des experts table sur une hausse de 2,5 % du PIB dans l'Hexagone en 2022. Ce chiffre s'explique certes largement par le dynamisme de l'activité fin 2021 : l'acquis de croissance pour l'année 2022 s'élevait en effet à 1,9 % fin mars. Mais selon les économistes, l'activité devrait connaître une légère progression d'ici à la fin de l'année, autour de +0,25 % par trimestre. « La France n'est pas menacée par une récession cette année ! » assure Patrick Artus, conseiller économique de Natixis.

« Le premier trimestre n'est pas représentatif de la tendance sous-jacente de l'économie française. A ce stade, je ne vois pas pourquoi elle s'affaiblirait au point d'entrer en récession », abonde Bruno Cavalier chez Oddo BHF.

De fait, malgré les chocs négatifs provoqués par la guerre en Ukraine sur les approvisionnements et sur les prix, les enquêtes de conjoncture montrent que le climat des affaires résiste jusqu'ici. L'industrie conserve des carnets de commandes solides et les marges des entreprises restent élevées.

Surtout, certains secteurs comme l'hébergement-restauration et les transports, très affectés en début d'année par le variant Omicron, sont en train de rebondir et devraient profiter d'une saison touristique estivale florissante même si les Asiatiques manqueront encore à l'appel. « La reprise de l'activité dans l'aéronautique va, de plus, doper les exportations tricolores », souligne Stéphane Colliac, économiste France chez BNP, qui à ce stade juge que « le résultat des élections législatives ne sera pas forcément négatif pour l'activité ».

Après avoir chuté de 1,4 % au cours des trois premiers mois de l'année, la consommation des ménages, premier moteur de la croissance, pourrait se redresser à partir de l'été grâce aux mesures de soutien au pouvoir d’achat qui doivent être prises pour contrer l'inflation. Alors que le marché du travail reste solide, la dynamique salariale est, elle aussi, favorable.

« Les statistiques montrent qu'elle est plus forte qu'attendu au premier semestre. Par ailleurs, des clauses de revoyure sont prévues dans certains accords de branche, ce qui devrait conduire à une forme d'indexation partielle au cours des prochains mois », argumente Stéphane Colliac. La croissance du PIB français devrait donc être positive que ce soit au troisième ou au quatrième trimestre, selon lui.

Des facteurs de ralentissement risquent toutefois d'apparaître dès la rentrée. Les hausses des taux d’intérêt prévues à partir de juillet par la Banque centrale européenne (BCE) pour enrayer l'inflation vont peser sur les marges des entreprises, déjà confrontées à une flambée de leurs coûts. « Cela va les contraindre à ajuster leurs dépenses », prédit Bruno Cavalier. Voire à être plus prudentes dans leurs investissements.

Et il reste de multiples inconnues. En particulier l'évolution du bras de fer avec Moscou, et des prix de l'énergie et des autres matières premières. Une coupure des approvisionnements russes, par exemple, pourrait changer la donne. « Les périls économiques sont plus menaçants. Du côté de l'inflation notamment, les révisions pointent vers le haut », observe l'expert d'Oddo BHF. Une entrée en récession des Etats-Unis telle qu'anticipée par certains économistes pourrait aussi créer une onde de choc négative sur l'activité dans la zone euro. L'Hexagone serait touché.

L'absence de majorité absolue à l’Assemblée après les législatives ajoute de nouvelles incertitudes. « Fondamentalement, le macronisme, c'est la politique de l'offre : le soutien à l'investissement et à la baisse de la fiscalité pour les entreprises. Mais face aux divisions du Parlement, le chef de l'Etat pourra-t-il poursuivre cette politique ? » s'interroge Patrick Artus, qui rappelle que « le RN et la Nupes privilégient l'économie de la demande ».

« Par ailleurs, à l'heure où la hausse des taux fait apparaitre la contrainte budgétaire, trouvera-t-il un consensus sur la gestion des finances publiques ? » En jeu, « la capacité de la France à redresser sa croissance potentielle », affirme-t-il, déjà convaincu que « 2023 sera une mauvaise année ». Surtout si la BCE doit encore durcir sa politique monétaire pour venir à bout de l'inflation.

**L’AGENDA DU 24 juin 2022**

**10h00 en Allemagne**
Indice Ifo du climat des affaires en juin

**16h00 aux Etats-Unis**
Ventes de logements neufs en mai
Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en juin